

# ECOLE ET EXTREME-DROITE : LA SCISSION DU COLLECTIF RACINE

Comme on le sait, le traumatisme de l'échec à l'élection présidentielle, malgré une qualification pour le second tour, a entraîné une remise en cause de la stratégie mise en œuvre pendant la campagne qui s'est traduite par le départ du Front National de son vice-président, Florian Philippot, qui a transformé en octobre 2017 son association « Les Patriotes » en nouveau parti politique. La scission philippotiste n'a pas été sans conséquence au sein du collectif Racine puisque la majorité de ses membres a décidé de rallier la nouvelle organisation, ce qui a obligé le Front National à créer une nouvelle structure axée sur les problèmes éducatifs en décembre 2017, le forum Ecole et Nation. Or, il semble bien que face aux réformes scolaires et universitaires préparées par le nouveau pouvoir macronien, les deux structures développent des positions divergentes qui sont un bon exemple des débats qui traversent aujourd'hui le Front National.

## I/ Racine ou la République souveraine contre l'europhisme

Le 31 octobre 2017, le collectif Racine publie un communiqué dans lequel il annonce sa coopération avec « Les Patriotes » de Florian Philippot. Cette coopération est sensée contester (ou contrecarrer) un tournant du FN vers « l'euroréformisme » et l'abandon du combat pour la souveraineté. Le communiqué dénonce une dérive « *identitaire et conservatrice* » et annonce que le collectif poursuivra son combat pour « *l'Ecole de la République* ».

En décembre, Racine publie sa lettre n°13, près d'un an après la lettre n°12 (rappelons que le collectif existe depuis 2013). Pour l'essentiel, il s'agit du compte-rendu de l'Assemblée Générale du collectif qui s'est tenue trois jours avant la rupture officielle avec le FN et de la conférence du collectif donnée à Tours le 16 septembre 2017. L'éditorial d'Alain Avello, le président du collectif, indique que le choix pour « Les Patriotes » a été très majoritaire dans le collectif. La séparation d'avec le FN entraîne un changement de nom : le collectif Racine devient Racine (avec comme sous-titre, « les enseignants patriotes ») ! Dans la nouvelle direction du collectif les noms de Valérie Laupières, Alain Dubreuil et Gilles Lebreton ont disparu. Alain Avello demeure président, entouré de Daniel Philippot (qui est le père de Florian !), Pierre Mislevic, Marc Chapuis et Stéphanie Coniglio. Racine revendique 23 sections départementales et 8 groupes de travail nationaux.

L'éditorial d'Alain Avello synthétise la ligne du collectif. Il s'agit d'une ligne radicalement souverainiste c'est-à-dire nationaliste. En effet, pour lui, l'enjeu de souveraineté détermine les questions scolaires car les réformes d'inspiration libérale-libertaire « *ont trouvé dans la logique euromondialiste le plus efficace des vecteurs* ». Ce positionnement entraîne trois conséquences. D'abord une condamnation à a priori de la politique du nouveau ministre de l'Education Nationale (EN), Jean-Michel Blanquer (JMB) qui est l'occasion de polémiquer avec la droite conservatrice

(« Valeurs Actuelles »). Car JMB ne serait pas un « nostalgique de l'excellence » comme un certain nombre de ses déclarations pourraient le faire croire. Ces dernières ne seraient que de la démagogie car fondamentalement son passé, en particulier sous la présidence de Sarkozy où il est le numéro deux du ministère, prouverait qu'il est « *un exécutif zélé des diktats conçus dans les sphères européistes et mondialistes* ». Ensuite, le positionnement souverainiste explique la rupture avec le FN car ce dernier est en train d'abandonner le souverainisme, Avello allant jusqu'à parler de reniement. Quitter le FN c'est donc conserver sa cohérence idéologique, refuser les compromissions. Enfin, c'est une perspective de Grand Soir éducatif que dessine Alain Avello lorsqu'il défend « *un changement politique radical qui saura...permettre la Grande Réforme du système scolaire et universitaire que nous appelons de nos vœux* ». Idéologiquement nationaliste, Alain Avello défend une stratégie radicale voire « révolutionnaire » pour appliquer ses choix idéologiques.

Cette ligne est reprise par Daniel Philippot, conseiller régional Nord-Pas-de-Calais-Picardie, sur les raisons du départ du FN. Il en donne quatre :

- la substitution d'une ligne libérale à une ligne souverainiste, « *celle du passé, repliées sur des thématiques qui, pour importantes qu'elles soient (immigration, insécurité, islam radical) ne sauraient à elles seules constituer un projet de gouvernement ; il s'agit d'une ligne « plus socialement réactionnaire que véritablement sociale* » ;
  - abandon de la dédramatisation ;
  - perte de cohérence programmatique sur l'Europe, clé de voûte programmatique, avec comme conséquence l'incapacité du FN à se positionner sur la loi Travail ;
  - retour des « vieux démons » à l'occasion de l'éviction de Florian Philippot ;
- rester au FN ce serait se perdre dans une lutte de clans épuisante.

On voit d'une part que Daniel Philippot se revendique d'une ligne nationaliste et sociale lorsqu'il se décrit, lui et ses camarades de Racine, comme « *fidèles à nos convictions d'une France libre et souveraine, conservant son identité mais sachant aussi préserver son modèle social* » et d'autre part qu'il rabat la ligne majoritaire du FN sur celle du FN de Jean-Marie Le Pen dans les années 80-90, libérale et raciste, celle d'un parti protestataire.

De même, Daniel Philippot précise les critiques adressées à JMB lorsqu'il était « vice-ministre » de l'EN de 2009 à 2012. Il rappelle que JMB s'est livré à une politique de coupes budgétaires sévères accompagnées d'un discours très dur contre les fonctionnaires. Rappelons que ce sont en effet 80 000 postes qui sont alors supprimés dans l'EN. Philippot ajoute que sa volonté d'évaluer les enfants dès la Maternelle pour repérer ceux à risques fut décriée par les syndicats enseignants. Il remonte même à la période où JMB fut recteur de l'académie de Créteil en 2007-2009 pour rappeler l'expérimentation consistant à payer les élèves pour qu'ils viennent en cours ! On peut noter que Philippot cite positivement Philippe Mérieu pour avoir critiqué cette expérimentation. Preuve que les « pédagogues fous » chers à la rhétorique du FN depuis des décennies ne sont pas ceux que l'on croit ?

Cependant à l'époque (septembre 2017), le rapport à la politique de JMB n'est pas

encore homogène au sein du collectif puisque le futur vice-président Pierre Miscevic est prêt à faire crédit au nouveau ministre qui a de « *bonnes intentions affichées* » comme par exemple le retour de la grammaire au collège (rappelons que ce que Miscevic nomme retour de la grammaire est son enseignement théorique alors qu'aujourd'hui son enseignement se fait à partir d'exercices pratiques). Mais c'est aussitôt pour noter qu'il n'y a aucun changement de la grille horaire des collèges, que la réforme de 2015 demeure pour l'essentiel en l'état et qu'ainsi le Français, le Latin et le Grec restent sacrifiés. Surtout, JMB demeure partisan de l'autonomie. C'est à travers elle que la culture classique pourra revenir en grâce ce qui introduit un facteur d'inégalité puisque pour Miscevic seuls les collèges de centre-ville opteront pour ce retour (il est bien connu que dans les collèges de l'éducation prioritaire l'autonomie pédagogique ne sert qu'à « enseigner » le rap!). Miscevic note la proximité sur ce point entre la politique de JMB et le programme de Fillon. Nous noterons, nous, que Miscevic fait l'apologie de l'uniformité assimilée à l'égalité, uniformité autrefois considérée comme caractéristique des visées communistes des pédagogues fous dans les textes de l'extrême-droite ! S'ensuit une vision de l'Education Nationale qu'on croirait tirer du plan Langevin-Wallon : mêmes programmes et options partout, possibilité donnée à chaque élève de progresser à son rythme et sur la voie qui lui convient le mieux à l'intérieur de chaque établissement, les meilleurs élèves des quartiers défavorisés pouvant aller plus haut. Malheureusement, il faut pour cela des professeurs bien payés ce que JMB n'est pas disposé à faire. Il faut également des professeurs bien formés et là il regrette que JMB ne remette pas en cause les ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation), « *monstres nés des pires fantasmes pédagogistes soutenus par les ministres socialistes...qui font fuir les meilleurs des professeurs recrutés* ». Ouf ! Pierre Miscevic sait revenir rapidement vers les tubes classiques de l'extrême-droite en matière pédagogique !

Au final, il faudra selon lui des changements réels pour donner à JMB la confiance qu'il réclame. Telle n'est pas exactement la conclusion d'Alain Avello lors des journées de Tours. Il n'y a pour le président du collectif Racine rien à attendre de JMB vu son passé et la nature du gouvernement auquel il appartient. JMB est même dangereux car il a un discours soporifique dans la mesure où il reprend en paroles des propositions du collectif Racine. En réalité, il va poursuivre les politiques en place depuis « 40 ans » (si on compte bien cela renvoie à la mise en place du collège unique, la bête noire de l'extrême-droite), à savoir :

- la cogestion avec les syndicats et les pédagogues ;
- l'inscription des réformes dans l'agenda de l'Union Européenne.

Il n'y a donc aucune confiance à donner à JMB. Il faut au contraire exercer une « vigilance extrême ». Car JMB cache sa politique euroéo-libérale derrière des discours attirants. Il avance masqué contrairement à Najet Vallaud-Belkacem qui assumait le discours pédagogue.

Et le président du collectif Racine de rappeler les grandes lignes de son projet scolaire :

- une Ecole aux voies différenciées (comprendre : sélective et hiérarchisée),
- une « pratique systématisée et toujours positive de l'orientation, notamment

vers la voie professionnelle, dût-elle être précoce, voie professionnelle revalorisée bien sur (Marc Chapuis, vice-président du collectif, précise néanmoins que cette voie concerne surtout les élèves des milieux défavorisés),

- assimilatrice,
- ayant restauré l'autorité des maîtres et la centralité des savoirs.

Et de rappeler que sa mise en place passe par « une réforme d'ensemble et radicale », une « Grande Réforme », et non des initiatives locales, et que pour cela il faudra que le pouvoir politique soumette entièrement l'administration centrale du ministère de l'Education Nationale (cela, il l'a appris d'une discussion avec un haut-fonctionnaire du groupe des Horaces, collectif qui conseillait Marine Le Pen pour son programme, lors de la campagne présidentielle, ce haut-fonctionnaire lui expliquant par le détail comment les hauts fonctionnaires du MEN mènent les ministres par le bout du nez).

## **II/ La réponse du FN : la création du forum Ecole et Nation**

C'est en novembre 2017 que s'est créé le forum Ecole et Nation. Tout de suite ce qui frappe c'est que le forum se présente comme une création des élus du FN et non d'enseignants. Il n'est d'ailleurs pas ouvert qu'à ces derniers mais aussi aux parents d'élèves. Même si ses responsables sont en général des enseignants, la référence aux élus doit être lue comme signe d'un affaiblissement du FN dans le milieu enseignant suite au départ vers « Les Patriotes » de la majorité des membres du collectif Racine (qui n'a jamais d'ailleurs compté plus que quelques centaines d'enseignants). De manière conséquente, mais peut être significative idéologiquement, le forum dit s'intéresser « à tous les types d'établissement (publics comme privés) », référence au privé qui tranche avec la défense de l'Ecole de la République, centrale dans le collectif Racine.

Par contre, le positionnement idéologique global semble identique. Le forum « *s'oppose fermement à l'idéologie dominante qui sclérose le système éducatif : « pédagogisme », égalitarisme, laxisme et soumission à la doxa post-nationale* ». Il est une « *véritable voix dissidente, il abordera sans tabou tous les sujets, y compris ceux interdits par la pensée unique tels la sélection, la restauration de l'autorité des maîtres, la défense de notre identité ou la rupture avec les lubies de Mai 68* ». Tout y est ! On ajoutera que le site du forum offre trois liens : le site du FN (identité politique), celui de l'Education nationale (identité professionnelle) et celui de l'Académie française (identité réactionnaire?).

Sur le plan organisationnel, le forum affiche sa volonté d'autonomie par rapport au FN ! Son organisation apparaît assez lâche, constituée par des référents régionaux qui se contentent de coordonner leur action. Ils sont 11 au total, presque tous élus. A leur tête se trouve le « coordinateur national » Gilles Ardinat, professeur agrégé d'histoire-géographie, référent en Occitanie, conseiller régional. Les autres référent(e)s sont :

- Valérie Laupières, directrice d'école en ZEP et conseillère régionale en PACA,
- Michel Leca, retraité de l'EN, référent en Corse,
- Aymeric Duroc, professeur d'histoire-géographie à Fontainebleau, référent en Ile-de-France, déçu du sarkozisme qui a adhéré au FN en 2013,

- Marie-Hélène de Lacoste-Lareymondie, professeur de Lettres (et mère de famille!), référente pour le Grand Est, conseillère régionale,
- Gérard Philippe, retraité de l'EN, référent pour les Hauts de France où il est conseiller régional, ancien partisan de Jean-Louis Borloo (!),
- Gilles Pénelle, professeur d'histoire-géographie, référent pour la Bretagne où il est conseiller régional,
- Gilles Lebreton, professeur de Droit à l'Université, référent en Normandie, député européen,
- Arnaud de Rigné, étudiant, référent pour les Pays de la Loire, secrétaire fédéral adjoint du FN de Loire-Atlantique,
- Jérôme Buisson, professeur d'italien, référent en Auvergne-Rhône-Alpes, conseiller municipal à Bourg-en-Bresse et
- Pierre Lafond, personnel de direction, référent en Nouvelle Aquitaine, transfuge de la droite.

Il semble bien que le forum soit sous la coupe du trio des Gilles, personnalités qui ont exercé des responsabilités nationales au sein du FN et qui, comme Gilles Lebreton, sont actives dans les débats d'avant congrès pour faire évoluer le FN.

Reste que le forum a peu élaboré de positions politiques depuis sa création. C'est pourquoi le positionnement à propos de la réforme du Baccalauréat de JMB a valeur fondatrice d'une ligne politique. Surtout, il s'avère assez différent, à l'heure où nous écrivons soit à la veille de la journée d'actions du 1er février, de celui de Racine.

### **III/ Des divergences d'approche de la réforme du Baccalauréat**

Mi-février le ministre de l'Education Nationale annoncera sa réforme du Baccalauréat. Mais il semble qu'il soit très satisfait du rapport qu'il avait commandé à Pierre Mathiot et que ce dernier lui a remis fin janvier. Le rapport Mathiot propose notamment de renforcer considérablement le poids du contrôle continu et de l'oral dans la délivrance du diplôme au détriment des épreuves terminales qui coûtent chères et ne servent pas à grand chose puisque l'orientation dans l'enseignement supérieur les précède dans le temps. Il propose aussi que l'élève construise davantage son propre parcours de connaissance puisqu'il choisira 4 matières dans lesquelles il commencera une spécialisation (deux majeures et deux mineures). Une majorité des syndicats enseignants appellent les personnels de l'EN à se mobiliser contre ce projet, en en contestant le bien-fondé et ses conséquences pour les enseignants (réductions de postes possibles, modifications des obligations statutaires en particulier concernant les horaires de travail), par une journée d'actions le 1er février et un appel à la grève le 6 février. Il s'agit du Snes-Fsu, de FO, de la CGT Educ'action, de SUD Education, SUD Etudiant, Unef, Sgl, Unl-sd, Unl.

#### **A/ Ecole et Nation : une critique mesurée et une volonté de négociation**

Le forum Ecole et Nation a publié deux communiqués de presse sur la question du bac, l'un avant la remise du rapport, l'autre après. Ce dernier, daté du 25 janvier, critique une volonté de simplification du bac qui n'en est pas une en réalité, le nombre de points laissés en suspens -introduction du contrôle continu, la possibilité ou non

pour le lycéen de changer d'options au cours de sa scolarité au lycée, l'imprécision au sujet des Bacs technologiques. Conclusion : « *le rapport Mathiot donne donc une impression d'inachevé et de précipitation* ». Ce qui est inquiétant le ministre voulant trancher d'ici le 14 février. C'est pourquoi le forum demande à être reçu par le ministre (Mathiot ne l'a pas pas fait!) car « *nous sommes l'émanation d'un des principaux partis politiques français* », représentant des millions d'électeurs et donc de parents d'élèves.

Le communiqué précédent ne critiquait que l'instauration du contrôle continu accusé d'aggraver les inégalités entre les lycées, d'abaisser le niveau du diplôme, « *les enseignants subissant directement et indirectement de multiples pressions* », et de provoquer une « *rupture d'équité* » avec le recul de l'anonymat. Il comportait quelques revendications : la demande d'un examen national, anonyme avec des épreuves terminales uniformes, la remise en cause de l'objectif des 80% d'une classe d'âge titulaire du baccalauréat. Et concluait de manière prudente : « *le chargé de mission de Monsieur Blanquer ne semble pas aller dans la bonne direction* ».

Bref, un positionnement prudent par rapport au ministre, la volonté d'exister à travers le poids électoral du FN, des propositions concrètes réactionnaires. Tout autre est la réaction de Racine.

### **B/ Racine : une critique systématique et un appel à rejoindre les initiatives syndicales**

Racine a réagi au rapport Mathiot par un communiqué de presse le 26 janvier significativement intitulé « *Blanquer malheureusement sur les traces de ses prédécesseurs* ».

La critique du rapport Mathiot est claire et nette : JMB, dans la continuité des ministres précédents car il a les mêmes maîtres à savoir l'UE et la stratégie de Lisbonne, reprend à son compte « *l'idéologie des compétences minimales au détriment de la transmission des savoirs qui se remarque à l'éclatement des cadres disciplinaires et des filières* ». Le nouveau bac ne sera pas égalitaire du fait de l'individualisation des parcours, de la part du contrôle continu, de l'instauration d'un grand oral. Autrement dit, tout est clair : la réforme n'est qu'une application d'une idéologie pédagogique dont la fonction est de détruire l'Education comme Nationale dans l'intérêt de l'élite européiste.

N'étant pas gagné facilement par la modestie, le communiqué de presse de Racine se permet de tirer à boulet rouge sur la naïveté de la droite conservatrice (« Valeurs actuelles ») et du FN qui n'avaient pas hésité à louer des déclarations du ministre d'Emmanuel Macron, le FN n'hésitant pas, notamment, à parler de « *victoires idéologiques* ».

Plus remarquable encore, il ne s'agit pas pour Racine de quémander un entretien au ministère pour amender le projet mais de le rejeter totalement, d'obtenir son retrait. Et

pour cela son communiqué de presse n'hésite pas à appeler aux actions syndicales du 1er février : « *il faut faire obstacle à la réforme telle qu'elle se profile* », « *se mobiliser massivement lors de la journée d'actions du 1er février* ». Le but étant le recouvrement de la « *souveraineté de nos politiques scolaires* ».

Est-il besoin de préciser que pour nous l'acceptation de la présence de Racine dans les cortèges syndicaux serait inacceptable ?

## **Conclusion**

Il n'aura donc pas fallu attendre longtemps pour que des divergences apparaissent entre les deux structures « enseignantes » issues du FN. Il est plus difficile de penser la nature de ces divergences. Nous tenterons l'explication suivante à titre d'hypothèse. Il nous semble que le forum Ecole et Nation est davantage sur un positionnement réactionnaire, axé sur la restauration de l'école (savoirs, autorité des maîtres). Ce positionnement a l'intérêt d'être commun avec celui d'une partie de la droite, bien représentée par « Valeurs actuelles », à savoir la droite conservatrice. Or, JMB a fait entendre durant toute l'année 2017 une petite musique réac sur les problèmes scolaires. D'où la tentation de croire qu'il est possible de négocier avec lui, l'espérance d'être reconnu par le MEN comme un acteur légitime dans le domaine scolaire, une force d'opposition raisonnable et crédible, à l'image de ce que devrait devenir le FN plus globalement. Ce qui aurait surtout l'avantage de faire de ce dernier un partenaire possible pour la droite conservatrice à l'heure où Laurent Wauquiez a pris la tête des Républicains. Au fond, le forum Ecole et Nation ne jouerait-il pas le rôle d'un poisson pilote dans le cadre d'une stratégie d'union des droites de la nouvelle direction du FN (Bay, Alliot, Bilde, Collard), après le rejet de la stratégie ni droite-ni gauche de Florian Philippot jugée responsable de l'échec de la Présidentielle ; cela sur une base idéologique libérale économiquement et conservatrice voire réactionnaire sur les valeurs, eurosceptique mais pas europhobe, tout en conservant une marque xénophobe faisant la différence avec la droite conservatrice ? Dans un moment où le rapport de force avec la droite n'a jamais été aussi favorable au FN...

A l'opposé, se dessine à Racine une radicalisation de la stratégie ni droite-ni gauche. L'Etat républicain actuel serait gangrené par l'europhobie qui pourrit l'Education Nationale. Restaurer cette dernière impliquerait une « *Grande Réforme* » mettant au pas l'appareil d'Etat, inséparable d'une rupture avec l'Union Européenne. Cette rupture ne serait possible que si se rassemblent les 'authentiques républicains des deux rives', ce qu'aurait tenté de faire le FN entre 2011 et le printemps 2017 (voir communiqué de presse d'Alain Avello du 21 septembre 2017, jour où Florian Philippot annonce son départ du FN et où Avello définit le FN, dans cette période considérée, comme le « *seul parti populaire authentiquement républicain, souverainiste et social* » faisant l'union des républicains des deux rives « *par delà la gauche et la droite* »). En décembre 2017, le même Avello se définit dans un tweet comme « *chevènementiste* », caractérisation qu'il semble étendre à tous les membres

de Racine. En attendant que ce rassemblement se fasse au plan politique, il estime qu'il faut combattre l'orientation européiste partout où elle se déploie à commencer par l'EN. C'est pourquoi Racine, s'opposant frontalement à la réforme du Bac de JMB, décide d'appeler clairement aux actions décidées contre cette réforme par les syndicats. Sans doute est-il exagéré de parler d'une organisation nationaliste-révolutionnaire, faute de maturation idéologique, mais c'est bien, à notre avis, cette sensibilité de l'extrême-droite qui s'exprime à Racine. A court terme, on voit mal comment une telle stratégie pourrait se déployer mais d'un autre côté tout est possible dans un champ politique en pleine recomposition après l'émergence du macronisme au printemps dernier, macronisme qui repose lui aussi sur un dépassement du clivage droite-gauche au profit d'un clivage ouvert/fermé. Dans ce contexte, la ligne philippotiste peut espérer engranger (plus idéologiquement qu'électoralement au vu des résultats du premier tour des élections partielles du 28 janvier) grâce à sa cohérence.